

# Jean-Louis Gagnaire

🔗 Pour les articles homonymes, voir [Gagnaire](#).

**Cet article ne cite pas suffisamment ses sources** (mai 2020).



Si vous disposez d'ouvrages ou d'articles de référence ou si vous connaissez des sites web de qualité traitant du thème abordé ici, merci de compléter l'article en donnant les **références utiles à sa vérifiabilité** et en les liant à la section « Notes et références »

**En pratique** : Quelles sources sont attendues ? Comment ajouter mes sources ?

**Jean-Louis Gagnaire**, né le 29 avril 1956 à Saint-Étienne (Loire), est un homme politique français.

## Sommaire [masquer]

- 1 Biographie
  - 1.1 Formation universitaire
  - 1.2 Parcours professionnel
- 2 Engagement politique
  - 2.1 Mandats électifs
- 3 Liste des mandats
- 4 Décoration
- 5 Notes et références
- 6 Voir aussi
  - 6.1 Articles connexes

## Jean-Louis Gagnaire



Jean-Louis Gagnaire en 2007

6.2 Liens externes

## Biographie [ modifier | modifier le code ]

Il passe son enfance à [Saint-Bonnet-le-Château](#) (Loire). Il est parent de [Pierre Gagnaire](#) par son grand-père paternel. Au cours de ses études, il a travaillé avec [Didier Porte](#), chroniqueur humoriste à France Inter (1980 - 1981) et étudiant avec [Isabelle Petit](#) du groupe [les Calamités](#) au moment de son succès au [Top 50](#) (1988 - 1989).

## Formation universitaire [ modifier | modifier le code ]

Après une formation à l'Institut supérieur de gestion commerciale et des études en sciences de l'éducation (licence et maîtrise), il obtient une licence d'administration publique à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lyon, puis intègre le cycle préparatoire aux concours de la fonction publique à Grenoble.

## Parcours professionnel [ modifier | modifier le code ]

Ouvrier dans une usine de boules de pétanque ([Obut](#)) puis caissier d'un grand magasin pour financer ses études, il devient gérant de la [PME](#) familiale au décès de son père. Il intègre ensuite l'éducation nationale comme surveillant d'externat, instituteur, Conseiller principal d'Éducation, chargé de cours de droit public à l'université de [Saint-Étienne](#) jusqu'à sa première élection en 1998. Il est aussi cofondateur de la [MJC](#), « Maison pour Tous » de [Saint-Bonnet-le-Château](#).

## Engagement politique [ modifier | modifier le code ]

Issu d'une famille où la politique est souvent au centre des débats avec un père plutôt gaulliste et une marraine ancienne adjointe communiste à Lorette, il adhère au [Parti socialiste](#) (PS) en 1982. Il se définit lui-même comme un ancien « jospiniste de la première heure », et sur la ligne politique de

Jean-Louis Gagnaire en 2007.

### Fonctions

#### Député français

**20 juin 2007 – 20 juin 2017**  
(10 ans)

<b>Élection</b>	17 juin 2007
<b>Circonscription</b>	2 <sup>e</sup> de la Loire
<b>Législature</b>	XIII <sup>e</sup> et XIV <sup>e</sup> (V <sup>e</sup> République)
<b>Groupe politique</b>	SRC puis SER
<b>Prédécesseur</b>	Christian Cabal
<b>Successeur</b>	Jean-Michel Mis

#### Conseiller régional de Rhône-Alpes

**15 mars 1998 – 13 décembre 2015**  
(17 ans, 8 mois et 28 jours)

<b>Élection</b>	15 mars 1998
<b>Président</b>	Anne-Marie Comparini Jean-Jack Queyranne

#### Conseiller général de la Loire

**22 mars 1998 – 27 juillet 2007**  
(9 ans, 4 mois et 5 jours)

<b>Circonscription</b>	Canton de Saint-Étienne-Sud-Est-3
<b>Prédécesseur</b>	Michel Thiollière
<b>Successeur</b>	Jean-Jacques Rey

### Biographie

<b>Date de naissance</b>	29 avril 1956 (65 ans)
<b>Lieu de naissance</b>	Saint-Étienne (Loire)
<b>Nationalité</b>	Française



Pierre Moscovici, Dominique Strauss-Kahn puis des Réformateurs en soutien à Manuel Valls et Emmanuel Macron. Secrétaire fédéral chargé des élections du PS de la Loire de 1991 à 2003, il devient membre de la commission nationale des conflits du PS entre 2003 et 2005. À la suite du congrès de Reims, il reprend du service comme secrétaire fédéral chargé des élections auprès de Régis Juanico, député PS de la Loire et 1<sup>er</sup> fédéral de la Loire.

<b>Parti politique</b>	PS (1982-2017) LREM (depuis 2017) TdP (depuis 2020)
<b>Diplômé de</b>	Sciences de l'éducation

modifier



En 2016, Jean-Louis Gagnaire se déclare favorable à la loi dite « Travail ».

Jean-Louis Gagnaire « tourne la page » du PS et rejoint Emmanuel Macron<sup>1</sup>. En octobre 2017, il est nommé référent de La République en marche dans la Loire<sup>2</sup>.

Selon l'hebdomadaire *Marianne*, Jean-Louis Gagnaire incarne « l'idéal-type du néolibéral autoritaire. Sur son compte Twitter, cet ancien député PS tendance deuxième gauche oscille entre propos agressifs, mépris de classe décomplexé et soutien sans réserve au chef de l'État. Jean-Louis Gagnaire fustige les professions en grève. Les professeurs qui détruisent des manuels voués au pilon ? « *Cette minorité d'enseignants ne méritent plus le respect de leurs (sic) élèves* ». Les avocats qui jettent leur robe ? « *On aurait pu imaginer qu'ils ne se comportent pas comme des agents de catégorie C de la fonction publique* ». Les pompiers qui manifestent ? « *Chacun sait que ce sont des minorités de pompiers radicalisés à l'extrême-droite* ». Chez l'ex-socialiste, la conversion au centrisme autoritaire a peut-être précédé Macron : après les attentats du 13 novembre 2015, il avait co-signé une loi visant à rétablir la censure sur la presse, la radio, le cinéma et le théâtre<sup>3</sup>. »

Il devient délégué départemental de Territoires de progrès dans la Loire en 2020<sup>4</sup>.

## Mandats électifs [ modifier | modifier le code ]

Il a été membre du Conseil général de la Loire et de Rhône-Alpes en 1998. Réélu conseiller général en 2004 avec 56,26 % des voix, il conduit la liste départementale de Jean-Jack Queyranne (Parti socialiste) lors des scrutins régionaux de 2004 et 2010 et devient vice-président chargé du Développement économique, industrie et PME de la région Rhône-Alpes. Après les élections législatives de 2007, il démissionne de son mandat de conseiller général le 27 juillet 2007 pour se mettre en conformité avec la loi sur le cumul des mandats.

Il est élu député le 17 juin 2007, pour la XIII<sup>e</sup> législature (2007-2012), dans la deuxième circonscription de la Loire en battant, au deuxième tour, le député sortant Christian Cabal (UMP) avec 53,99 % des suffrages. Il fait partie du groupe Socialiste, radical et citoyen (SRC). Il est membre de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale.

Il accepte la proposition de figurer en 3<sup>e</sup> position de la liste municipale conduite par **Maurice Vincent**. Compte tenu de son expérience régionale auprès de milieux économiques et des partenaires sociaux, il est présenté comme le futur responsable du développement économique à la ville et à l'agglomération au cours de la campagne électorale <sup>[réf. nécessaire]</sup>. Il démissionne du Conseil municipal de Saint-Étienne le 1<sup>er</sup> avril 2008.

Il est réélu député le 17 juin 2012, pour la **XIV<sup>e</sup> législature** (2012-2017) avec 59,93 % des suffrages.

À la suite des attentats du 13 novembre 2015 et du direct « imprudent » de BFM TV lors de la prise d'otages de l'Hyper Cacher, il co-signe dans le cadre de la loi de prolongation de l'état d'urgence un amendement présenté par la députée de Paris Sandrine Mazetier visant, contre l'avis du gouvernement, à rétablir la censure sur la presse, la radio, le cinéma et le théâtre <sup>5</sup>.

Il ne se représente pas aux élections législatives de 2017 <sup>6</sup>.

## Liste des mandats [ modifier | modifier le code ]

- mars 1998 à août 2007 : conseiller général de la Loire (démission le 27 juillet 2007)
- mars 1998 : conseiller régional de Rhône-Alpes
- mars 2004 à mars 2010 : vice-président délégué au Développement économique de la région Rhône-Alpes
- Depuis le 20/06/2007 : député de la 2<sup>e</sup> circonscription de la Loire
- mars 2008 : conseiller municipal de Saint-Étienne (démission 1<sup>er</sup> avril 2008)
- mars 2010 à décembre 2015 : vice-président délégué au Développement économique et de l'Innovation de la région Rhône-Alpes

## Décoration [ modifier | modifier le code ]

-  Chevalier de la Légion d'honneur (2019) <sup>7</sup>.

## Notes et références [ modifier | modifier le code ]

↑ Ivan Valerio, « Le député PS Jean-Louis Gagnaire annonce son ralliement à Emmanuel Macron » <sup>[archive]</sup>, bfmtv.com, 30 janvier 2017.


↑ « Jean-Louis Gagnaire patron de LREM dans la Loire », *France Bleu*, 6 octobre 2017 (lire en ligne <sup>[archive]</sup>, consulté le 14 mai 2018)

↑ Etienne Campion et Hadrien Mathoux, « Centrisme autoritaire : top 10 des


↑ Territoires de progrès, « Délégués départementaux | Territoires de Progrès » <sup>[archive]</sup>, sur *https://territoiresdeprogres.com/* <sup>[archive]</sup> (consulté le 22 novembre 2020)

↑ « Assemblée nationale - Prorogation de l'état d'urgence (no 3225) - Amendement no 41 » <sup>[archive]</sup>, sur *www.assemblee-nationale.fr* (consulté le



"modérés", champions du mépris de classe »  [archive], sur *Marianne*, 31 janvier 2020.

6 décembre 2015).

- ↑ « Jean-Louis Gagnaire ne sera pas candidat aux législatives pour "redevenir un citoyen ordinaire" »  [archive], sur *francebleu.fr*, 11 avril 2017
- ↑ Décret du 13 juillet 2019 portant promotion et nomination  [archive]

**Voir aussi**  [ modifier  | modifier le code  ]

**Articles connexes**  [ modifier  | modifier le code  ]

- Liste des députés de la XIII<sup>e</sup> législature de la Cinquième République
- Liste des députés de la XIII<sup>e</sup> législature de la Cinquième République par circonscription

**Liens externes**  [ modifier  | modifier le code  ]

- Ressources relatives à la vie publique    : Assemblée nationale  [archive] - Base Sycomore  [archive]



**Portail de la politique française**



**Portail du département de la Loire**



**Portail de Saint-Étienne**

Catégories : Personnalité du Parti socialiste (France) | Député de la Loire | Conseiller régional de Rhône-Alpes | Conseiller général de la Loire | Naissance à Saint-Étienne | Naissance en avril 1956 | Élève de l'Institut d'études politiques de Lyon | Député de la XIIIe législature de la Ve République | Député de la XIVe législature de la Ve République | Député membre du Parti socialiste (France) | Chevalier de la Légion d'honneur | Personnalité de La République en marche  [+]